

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

Centres de vaccination habilités à effectuer la vaccination antiamarile et à délivrer les certificats internationaux de vaccination contre la fièvre jaune.

Par arrêté du ministre de la santé et de la famille en date du 28 mai 1979, l'arrêté du 13 avril 1978 fixant la liste des centres de vaccination habilités à effectuer la vaccination antiamarile et à délivrer les certificats internationaux de vaccination contre la fièvre jaune est complété ainsi qu'il suit :

Lyon : Bureau municipal d'hygiène, 60, rue de Sèze (69006).

Taux des vacations des attachés des établissements hospitaliers publics.

Le ministre de la santé et de la famille,

Vu la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, et notamment son article 25, complété par l'article 29-11 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971 ;

Vu le décret n° 60-1377 du 21 décembre 1960 modifié relatif à la fixation et à la perception des honoraires et indemnités afférents aux soins dispensés dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux aux malades hospitalisés et consultants externes ainsi qu'aux conditions de rémunération des praticiens hospitaliers, et notamment son article 9 ;

Vu le décret n° 74-445 du 13 mai 1974 relatif aux modalités de nomination et aux fonctions des attachés des établissements d'hospitalisation publics ;

Vu le décret n° 79-439 du 7 juin 1979 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} juin 1979 ;

Vu l'arrêté du 22 février 1977 relatif aux taux des vacations des attachés des établissements hospitaliers publics, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 9 mars 1979 fixant le taux des vacations des attachés des établissements hospitaliers publics à compter du 1^{er} janvier 1979,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les taux des vacations des attachés des établissements hospitaliers publics, établis sur la base de la demi-journée de trois heures trente, qui suivent l'évolution des traitements de la fonction publique, sont, sur la base des taux fixés par l'arrêté du 9 mars 1979 susvisé, relevés de 4,43 p. 100 à compter du 1^{er} juin 1979.

Art. 2. — Le directeur des hôpitaux au ministère de la santé et de la famille est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 1979.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des hôpitaux,
J. GUILLOT.

Caisses de retraite et institutions de prévoyance.

Par arrêté du ministre de la santé et de la famille en date du 20 juin 1979, sont approuvés les statuts et le règlement modifiés de la caisse de prévoyance et de retraites du personnel des organismes de mutualité (C. P. M.), 10, rue Desaix, Paris (15^e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié.

Diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

PROGRAMME ET MODALITÉS DE LA FORMATION PRÉPARATOIRE

Le ministre de la santé et de la famille et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 79-500 du 28 juin 1979 portant création du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 18 mai 1979,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (D. E. F. A.) est délivré à l'issue :

D'une formation générale dispensée dans les conditions fixées à l'article 6 ci-après ;

D'une expérience d'animation accomplie selon les modalités déterminées à l'article 11 ci-après ;

D'une évaluation finale.

Art. 2. — La commission nationale pour la formation à l'animation mentionnée à l'article 5 du décret susvisé est ainsi composée :

Le directeur de l'action sociale ou son représentant ;
Quatre représentants désignés par le ministre de la santé et de la famille ;

Le directeur de la jeunesse ou son représentant ;
Quatre représentants désignés par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Cinq directeurs ou formateurs appartenant à des organismes concourant à la formation d'animateurs désignés conjointement par le ministre de la santé et de la famille et par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Cinq responsables d'associations désignés conjointement par le ministre de la santé et de la famille et par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Cinq représentants des organisations syndicales représentatives au plan national des personnels chargés de fonctions d'animation ;

Cinq personnalités qualifiées désignées conjointement par le ministre de la santé et de la famille et par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 3. — Dans chaque région il est créé une commission régionale pour la formation à l'animation ; si nécessaire, plusieurs commissions régionales pourront, par arrêté interministériel, être créées dans une même région.

Chaque commission est ainsi composée :

Deux membres de droit :

Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou le chef du service régional de l'action sanitaire et sociale ou leur représentant ;

Le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ou son représentant.

Seize membres titulaires nommés ainsi que leur suppléant, pour trois ans, par décision du préfet de région :

Quatre représentants des services extérieurs de l'Etat ;

Quatre responsables ou formateurs de centres de formation et d'institutions organisatrices de sessions de formation ;

Quatre responsables d'associations ;

Quatre personnes qualifiées.

L'absence d'un membre titulaire à trois réunions consécutives de la commission entraîne la démission d'office.

Les membres suppléants participent aux séances lorsqu'ils remplacent un membre empêché.

La présidence de cette commission est assurée pour une période de trois ans soit par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou le chef du service régional de l'action sanitaire et sociale, soit par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, la commission régionale peut faire appel à des experts.

Art. 4. — Pour entreprendre la préparation au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation, les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :

Soit justifier de trois années d'activités professionnelles ;

Soit justifier de trois années de responsabilité d'animation non professionnelle dans un organisme à caractère social, socio-éducatif ou sportif ;

Soit être titulaire du brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (Base).

Art. 5. — Le dossier de demande d'admission à la préparation au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation comprend :

Un *curriculum vitae* détaillant éventuellement l'expérience d'animation du candidat et le cours de sa formation antérieure ;

Une copie :

Des certificats de travail ou des attestations d'activité dont le candidat est titulaire,

ou

Du brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative.

Le dossier de candidature doit être déposé :

Pour les candidats qui ont choisi la formation en sessions, soit auprès de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales ou du service régional de l'action sanitaire et sociale, soit auprès de la direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs dont relève leur domicile (ces directions régionales instruisent les dossiers des candidats et les transmettent à la commission régionale prévue à l'article 3).

Pour les candidats qui ont choisi la formation en cycle continu au centre de formation.

La sélection comprend au moins une épreuve écrite et un entretien ; elle est organisée par la commission régionale.

Les centres de formation sont autorisés, s'ils le demandent, à effectuer eux-mêmes la sélection de leurs candidats.

Un livret de formation sera ouvert au nom de chaque candidat admis à préparer le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Art. 6. — La formation générale comprend cinq unités de formation et un stage dans une situation d'animation.

a) Les cinq unités de formation portent sur les thèmes suivants :

Gestion, administration, organisation ;
Pédagogie, relations humaines ;

Technique d'animation (liste jointe en annexe du présent arrêté) (1);
Environnement social de l'animation;

Deuxième technique d'animation (pour laquelle une sélection est opérée au recrutement en fonction d'un niveau de compétence technique exigé),

ou approfondissement d'une des quatre autres unités de formation.

Chaque unité dont le programme est fixé en annexe au présent arrêté correspond à un minimum de 160 heures (1).

La formation dispensée dans les centres est agréée par arrêté conjoint du ministre de la santé et de la famille et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Les sessions organisées en vue d'assurer cette formation et correspondant chacune à une unité de formation sont agréées par décision conjointe du directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou du chef du service régional de l'action sanitaire et sociale et du directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs.

b) Au cours du stage pratique, le candidat doit être pendant 200 heures en présence d'un public. Ce stage peut se dérouler à temps plein sur une période minimum de quatre mois ou à temps partiel pendant huit mois.

Chaque stage est suivi par un responsable désigné selon la voie choisie par la commission régionale ou le centre de formation.

Les objectifs du stage et les conditions de sa réalisation sont déterminés par la commission régionale ou par le centre de formation.

Art. 7. — Chaque unité de formation et le stage pratique donnent lieu à une évaluation portée par les responsables de la formation et du stage.

Ces appréciations sont inscrites sur le livret du candidat : elles doivent faire l'objet d'un entretien entre les responsables et le stagiaire.

Art. 8. — Les allègements de formation prévus à l'article 6 du décret, dans la limite de deux unités, peuvent être accordés par la commission régionale.

Pour les candidats ayant choisi la formation en centre, la décision est prise sur proposition des responsables de la formation.

Les candidats ayant suivi en tant qu'auditeurs libres au cours des cinq années qui précèdent leur sélection des unités de formation agréées pour le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation peuvent obtenir, sur décision de la commission régionale prévue à l'article 3, après étude des attestations établies par les responsables de ces unités de formation, un allègement limité à deux unités. Pour les candidats désirant suivre la formation en centre, la commission se prononce sur proposition des responsables de formation dans la même limite de deux unités.

Art. 9. — Les épreuves de contrôle des connaissances acquises par les candidats dans le cadre de chacune des unités de formation mentionnées à l'article 6 ci-dessus sont organisées chaque année par les représentants régionaux des ministères qui nomment un jury après avis de la commission régionale. Chaque candidat peut se présenter dès qu'il a suivi la formation prévue ou qu'il a bénéficié de l'allègement de formation correspondant. Le jury se prononce compte tenu de l'évaluation prévue à l'article 7 ci-dessus et des résultats obtenus aux épreuves de contrôle. Le candidat ayant échoué trois fois à une épreuve perd le bénéfice de la formation ou de la décision l'ayant fait bénéficier d'un allègement.

Le candidat présente et soutient devant le jury le mémoire établi en relation directe avec le stage pratique.

Art. 10. — Lorsque le candidat a réussi les épreuves de contrôle des connaissances acquises dans le cadre de chacune des unités de formation mentionnées à l'article 6 ci-dessus et a effectué un stage jugé positif par le jury, il obtient une attestation de formation générale à l'animation.

Art. 11. — Le candidat possédant l'attestation de formation générale à l'animation peut commencer l'expérience d'animation de neuf mois à plein temps. Au cours de cette période, le candidat suivra une formation d'adaptation à la fonction d'une durée minimale de 240 heures dont le programme est fixé en annexe au présent arrêté. Les options ouvertes pour cette formation et les programmes de chaque option seront agréés par décision conjointe du directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou du chef du service régional de l'action sanitaire et sociale et du directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 12. — Au cours des trois premiers mois de cette expérience, le candidat adresse une demande d'évaluation finale à la commission régionale.

Celle-ci désigne deux rapporteurs chargés d'une visite sur les lieux de l'expérience d'animation et d'un entretien à partir d'un document élaboré par le candidat à cet effet et portant principalement sur le bilan de l'expérience pratique.

Compte tenu de l'avis des rapporteurs, la commission régionale se prononce sur l'admission du ou des candidats pour lesquels

(1) Les annexes au présent arrêté seront publiées au *Bulletin officiel* du ministère de la santé et de la famille ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation.

elle propose l'attribution du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Pour les candidats ajournés, la commission détermine éventuellement un complément de formation.

Art. 13. — Le ministre de la santé et de la famille et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1979.

Le ministre de la santé et de la famille,
SIMONE VEIL.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JEAN-PIERRE SOISSON.

CONDITIONS D'AGREMENT DES FORMATIONS

Le ministre de la santé et de la famille et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 79-500 du 28 juin 1979 créant le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 18 mai 1979,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les centres et les sessions de formation du diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (D. E. F. A.) sont agréés :

Pour les centres, par arrêté conjoint des deux ministères concernés ;
Pour les sessions en cycle discontinu, par décision conjointe des deux directeurs régionaux des ministères concernés.

Art. 2. — Les demandes d'agréments sont déposées dans les deux cas en trois exemplaires sous pli recommandé avec accusé de réception :

Soit à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales ou au service régional des affaires sanitaires et sociales ;

Soit à la direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le service saisi adresse une copie du dossier à l'autre direction régionale.

Art. 3. — Dans les deux cas, les dossiers comprendront toutes précisions, sur :

L'organisation administrative du centre de formation : statuts, liste des membres du conseil d'administration ;

La liste nominative du personnel d'encadrement permanent et du personnel devant assurer un enseignement. Cette liste précisera les états de service et sera accompagnée de la justification des titres de ces personnels ;

L'organisation pédagogique de la formation faisant apparaître la répartition dans le temps et l'espace des enseignements et activités, avec le nom de leurs responsables.

Les responsables de l'organisme de formation se seront assurés que les locaux utilisés répondent aux dispositions réglementaires en vigueur, notamment en ce qui concerne les normes de sécurité.

Art. 4. — Les centres de formation en cycle continu fourniront en outre le règlement intérieur de l'établissement et des précisions sur la capacité globale d'accueil de leur centre et le nombre de places réservées aux candidats au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (D. E. F. A.).

Art. 5. — Les centres de formation en cycle continu, qui souhaitent se voir déléguer le pouvoir de sélectionner directement leurs candidats fourniront la liste nominative et préciseront la qualification des membres de leur comité de sélection.

Art. 6. — Le directeur de l'action sociale et le directeur de la jeunesse, des sports et des loisirs sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 1979.

Le ministre de la santé et de la famille,
SIMONE VEIL.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JEAN-PIERRE SOISSON.

Modèle d'imprimé d'attestation annuelle d'activité salariée pour le remboursement des frais de maladie et de maternité.

Par arrêté du ministre de la santé et de la famille en date du 2 juillet 1979, est fixé le modèle d'imprimé d'attestation annuelle d'activité salariée pour le remboursement des frais de maladie et de maternité, n° S. 3204 C, C. E. R. F. A. n° 60 3585 (1).

(1) Les modèles de cet imprimé sont détenus par les U. R. S. S. A. F.